

Par une autorisation écrite et préalable de l'occupant d'une habitation, unité d'habitation ou bâtiment résidentiel, ou, le cas échéant, de l'utilisateur d'un bâtiment autre qu'une habitation, unité d'habitation ou bâtiment résidentiel, les membres du personnel de la « Vlaams Energieagentschap » peuvent vérifier sur place s'il a été répondu aux conditions de l'obtention d'une prime, d'un bon de réduction ou d'un scan énergétique.

Les membres du personnel de la « Vlaams Energieagentschap » peuvent consulter d'autres documents et sources de données officiels, tels que Banque de données des performances énergétiques et les certificats de performance énergétique eux-mêmes, afin de vérifier si les indications dans les dossiers de demande de la prime sont correctes. ».

**Art. 32.** Au titre XII, chapitre III, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 2012, il est ajouté un article 12.3.6, rédigé comme suit :

« Art. 12.3.6. Les investisseurs en des habitations, unités d'habitation, bâtiments résidentiels ou autres bâtiments qui ont été raccordés au réseau de distribution d'électricité à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006, sont éligibles aux primes, visées aux articles 6.4.1/1, 6.4.1/1/2 et 6.4.1/5, § 1<sup>er</sup>, alinéa premier, 1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup> inclus, ainsi que 10<sup>o</sup>, s'ils peuvent démontrer que la demande de l'obtention de l'autorisation urbanistique a eu lieu avant la 1<sup>er</sup> janvier 2006. ».

#### CHAPITRE 3. — Dispositions finales

**Art. 33.** Les articles 8 à 10 ainsi que les articles 12 à 14 et les articles 17 et 18 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

L'article 19 s'applique pour la première fois aux statistiques qui seront mises à disposition de la VREG au plus tard le 31 mars 2014.

Les articles 20 à 27 ainsi que articles 30, 31 et 32 s'appliquent pour la première fois aux factures de clôture portant une date à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et les certificats de performance énergétique construction portant une date à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Art. 34.** Le Ministre flamand qui a la politique de l'énergie dans ses attributions et le Ministre flamand qui a le logement dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le ou la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 novembre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Energie, du Logement, des Villes et de l'Economie sociale,  
F. VAN DEN BOSSCHE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29635]

#### 28 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, les articles 21, 23, 37, 38, 46, 47 et 48;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 septembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 octobre 2013;

Vu l'avis n° 54.265/2 du Conseil d'Etat, donné le 30 octobre 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'entité définie à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 20 décembre 2011.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> décret du 20 décembre 2011 : décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française;

2<sup>o</sup> arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 : arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale;

3<sup>o</sup> Ministre de la Fonction publique : Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions;

4<sup>o</sup> Ministère : Ministère de la Communauté française, à savoir les services d'administration générale de la Communauté française;

5<sup>o</sup> service relevant directement du Gouvernement : service distinct du Ministère, créé par décret ou par arrêté du Gouvernement et placé directement sous l'autorité du Gouvernement pour l'exercice de missions spécifiques;

6<sup>o</sup> services du budget et des finances : Direction générale du Budget et des Finances du Ministère – Service général du Budget et de la Comptabilité, et Service général des Finances;

7<sup>o</sup> autorité responsable : toute autorité, hiérarchique ou non, qui a mission pour opérer une vérification d'opérations comptables, budgétaires, financières ou patrimoniales;

8° membre du personnel : membre du personnel des services du Gouvernement, quelque soit le lien juridique de travail qui le lie auxdits services;

9° unité de contrôle des engagements : unité visée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 qui est chargée au sein des services du budget et des finances du contrôle des engagements;

10° unité de contrôle des liquidations : unité visée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 qui est chargée au sein des services du budget et des finances du contrôle des liquidations;

11° unité de l'inspection des trésoriers décentralisés : unité visée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 qui est chargée au sein des services du budget et des finances de l'inspection des trésoriers décentralisés;

12° unité de l'inspection des receveurs-trésoriers : unité chargée au sein des services du budget et des finances du contrôle de l'imputation des recettes, le cas échéant de l'imputation des dépenses et des comptes de receveurs-trésoriers;

13° dépenses récurrentes : dépenses indispensables au fonctionnement des services dont les montants seront exigibles pendant l'année budgétaire, mais qui résultent, soit d'obligations dont les effets s'étendent sur plusieurs années et dont l'imputation sur l'année de leur naissance représenterait une charge sans lien économique avec celle-ci, soit d'obligations dont la naissance est difficile à déterminer ou dont le montant n'est pas connu au moment de leur naissance.

14° SEC : système européen des comptes régionaux et nationaux instauré par le Règlement (CE) n° 2223/96 du 25 juin 1996.

## CHAPITRE 2. — *Du contrôle interne budgétaire et comptable*

### *Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministère met en place des systèmes de recensement, d'évaluation et de hiérarchisation des risques en les adaptant à la nature et au volume de ses opérations. Il réexamine régulièrement les risques et le dispositif de contrôle interne afin d'en vérifier la pertinence au regard de l'évolution de l'activité et de l'environnement.

Le contrôle interne est organisé de manière à éviter une concentration des risques financiers entre les mains d'un même membre du personnel.

Les systèmes de gestion et de procédures de contrôle interne visés à l'article 6, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 intègrent la maîtrise des risques de conformité, de fiabilité et d'intégrité des données budgétaires et financières.

§ 2. Les procédures budgétaires et comptables sont décrites et établies par écrit pour constituer une documentation claire, formalisée et à jour à tous les niveaux.

§ 3. Le système informatique de support du budget et de la comptabilité intègre des contrôles automatiques et des interventions manuelles d'acceptation dont la traçabilité est assurée ainsi que l'identification des intervenants. Des procédures de secours et de sauvegarde sont prévues afin de garantir la continuité et l'intégrité des informations saisies.

§ 4. Les normes de contrôle interne internationalement reconnues dans le secteur public sont appliquées.

**Art. 4.** Chaque membre du personnel participe en fonction des missions et des responsabilités qui lui incombent au bon fonctionnement du système de contrôle interne.

**Art. 5.** Les unités de contrôle des engagements et des liquidations sont indépendantes des services ayant généré les opérations contrôlées. Elles effectuent périodiquement auprès de l'autorité responsable un rapportage des anomalies constatées lors de leurs opérations de contrôle.

### *Section 2. — Du contrôle des engagements*

#### *Sous-section 1<sup>re</sup>. — Des engagements budgétaires*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Sont soumises à l'unité de contrôle des engagements en vue d'obtenir :

1° un visa d'engagement préalable à leur notification, les dépenses visées à l'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 20 décembre 2011, excepté lorsque l'objet du marché porte sur des dépenses récurrentes. Ce visa d'engagement est majoré dans l'hypothèse visée à l'article 27, § 2, 1°, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012;

2° un visa d'engagement des sommes exigibles au cours de l'année budgétaire, y compris le cas échéant sa majoration, préalable à leur exécution excepté pour celles visées sous c) :

a) les dépenses récurrentes;

b) les dépenses visées à l'article 22, § 3, du décret du 20 décembre 2011;

c) les dépenses inférieures ou égales à 8.500 euros hors T.V.A. pouvant être constatées par une facture acceptée et dont le paiement sera confié au trésorier centralisateur visé à l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012.

Le visa est provisionnel lorsque le montant des dépenses n'est pas connu avec exactitude et qu'il est estimé l'appui de pièces justificatives accompagnées, le cas échéant, de l'avis de l'Inspection des Finances;

3° un visa d'engagement régulateur, les dépenses visées à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 décembre 2011.

§ 2. Dans l'hypothèse, aux conditions et sur base des pièces justificatives visées à l'article 27, § 2, 1°, alinéas 3 et 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012, l'unité de contrôle des engagements procède à la diminution du visa d'engagement à concurrence de l'excédent.

**Art. 7.** Un visa d'engagement est accordé par dépense considérée individuellement. Toutefois, il peut être global pour plusieurs dépenses lorsque, soit :

- 1° leur nature le justifie;
- 2° leur nature est identique et leurs bénéficiaires sont énumérés dans un seul document;
- 3° l'identité des bénéficiaires ne peut pas être déterminée avec exactitude;
- 4° le montant individuel de chaque dépense ne peut pas être déterminé avec exactitude;
- 5° l'identité des bénéficiaires et le montant individuel de chaque dépense ne peuvent pas être déterminés avec exactitude.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Pour obtenir un visa d'engagement, l'ordonnateur transmet à l'unité de contrôle des engagements, à l'appui des pièces justificatives, une demande mentionnant les renseignements suivants :

- 1° l'objet de l'acte à viser;
- 2° la date de l'acte à viser et celle de son approbation;
- 3° le cas échéant, les coordonnées de la partie prenante telle que le fournisseur, l'adjudicataire, le créancier, le bénéficiaire ou le trésorier décentralisé;
- 4° le montant de la dépense présumée d'après le contrat, l'arrêté d'octroi, le dispositif du budget des dépenses, les dispositions normatives ou toute autre donnée, y compris estimative;
- 5° l'année, la division organique, le programme et l'article de base du budget des dépenses;
- 6° le nom, la qualité et la signature de l'ordonnateur.

Le cas échéant, les accords ou avis préalables prévus par les dispositions du chapitre 4 sont joints aux pièces justificatives.

§ 2. Pour obtenir un visa d'engagement régulateur, l'ordonnateur présente à l'unité de contrôle des engagements :

- 1° les pièces justificatives de la liquidation de la dépense, le cas échéant, le refus de validation par l'unité de contrôle des liquidations pour motif d'absence d'engagement préalable;
- 2° l'avis de l'Inspection des Finances conformément à l'article 42, 5°;
- 3° l'accord du Ministre du Budget en cas d'application de l'article 33, § 1<sup>er</sup>, 3°.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. L'unité de contrôle des engagements examine, notamment :

- 1° l'exactitude des données d'imputation budgétaire;
- 2° le cas échéant, la conformité de l'engagement aux autorisations budgétaires;
- 3° le cas échéant, le bénéficiaire et le montant;
- 4° la disponibilité des crédits d'engagement;
- 5° la conformité de la dépense aux lois, décrets, arrêtés, circulaires, règlements, jugements et contrats ou aux dispositions des articles 16, § 1<sup>er</sup>, et 17, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012;
- 6° le respect des procédures de contrôle administratif et budgétaire visées au chapitre 4;
- 7° la régularité des pièces justificatives produites.

§ 2. L'unité de contrôle des engagements est autorisée à viser toute demande d'engagement régulateur lorsque les crédits d'engagement sont disponibles sur l'article de base adéquat de l'année budgétaire en cours.

**Art. 10.** Au terme de son examen, l'unité de contrôle des engagements communique sa décision à l'ordonnateur.

Dans le cas où le visa d'engagement sollicité est accordé, l'ordonnateur est informé de son numéro et de sa date ainsi que de l'imputation budgétaire de la dépense à la charge des crédits d'engagement.

Dans le cas où le visa d'engagement sollicité ne peut pas être accordé en raison du caractère incomplet de la demande, l'ordonnateur est invité à produire les éléments manquants.

Dans le cas où le visa d'engagement sollicité est refusé en raison d'irrégularités entachant la demande, l'ordonnateur est informé de la décision motivée.

**Art. 11.** Le système comptable enregistre de façon ininterrompue durant une même année budgétaire les numéros de visas attribués en opérant une distinction entre les différents types d'engagement.

**Art. 12.** Toute demande de visa d'engagement à la charge des crédits d'une année budgétaire déterminée est soumise au plus tard pour le 31 décembre de cette même année.

Sur proposition du Ministre du Budget, le Gouvernement détermine la date à laquelle les demandes doivent parvenir aux services du budget et des finances.

### Sous-section 2. — Des engagements juridiques

**Art. 13.** Les phases d'engagement budgétaire et juridique d'une même dépense ressortissent de la compétence des ordonnateurs habilités, suivant la réglementation en vigueur, à utiliser les crédits d'engagement à charge desquels la dépense doit être budgétairement imputée.

Le montant de l'engagement juridique attesté selon les modalités de l'article 27, § 2, 1<sup>o</sup>, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 fait l'objet d'un enregistrement adéquat dans la comptabilité.

Un engagement budgétaire global visé à l'article 7 peut être confirmé par plusieurs engagements juridiques individuels.

Les missions de vérification visées à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 décembre 2011 sont confiées à l'unité de contrôle des engagements.

### Section 3. — Du contrôle des liquidations

**Art. 14.** Est soumise par l'ordonnateur à l'unité de contrôle des liquidations, pour validation et imputation définitive à charge des crédits de liquidation, chaque dépense dont le paiement doit être effectué par le trésorier centralisateur.

**Art. 15.** Pour obtenir la validation de liquidation, l'ordonnateur communique à l'unité de contrôle des liquidations les données nécessaires dont, notamment :

- 1<sup>o</sup> la pièce justificative approuvée et attestant du service fait et accepté;
- 2<sup>o</sup> le numéro de visa d'engagement ou, à défaut, le numéro de sa demande;
- 3<sup>o</sup> l'année, la division organique, le programme et l'article de base du budget des dépenses;
- 4<sup>o</sup> le montant à payer;
- 5<sup>o</sup> la partie prenante;
- 6<sup>o</sup> le numéro du compte financier ouvert au nom du bénéficiaire;
- 7<sup>o</sup> l'échéance du paiement;
- 8<sup>o</sup> la communication structurée ou non;
- 9<sup>o</sup> le cas échéant, les caractéristiques patrimoniales de la dépense.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. L'unité de contrôle des liquidations vérifie notamment :

- 1<sup>o</sup> l'engagement préalable de la dépense;
- 2<sup>o</sup> le correct rattachement des droits constatés à l'année budgétaire;
- 3<sup>o</sup> l'exactitude des données d'imputation budgétaire;
- 4<sup>o</sup> la disponibilité du crédit de liquidation;
- 5<sup>o</sup> la régularité des pièces justificatives;
- 6<sup>o</sup> le nom, la qualité et la signature de l'ordonnateur;
- 7<sup>o</sup> l'exactitude des données nécessaires au paiement libératoire;
- 8<sup>o</sup> l'existence ou non d'un contentieux au sens des articles 21 et 22 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012;
- 9<sup>o</sup> l'absence d'un paiement du même montant sur base de la même pièce justificative au même bénéficiaire et avec la même communication.

Le correct rattachement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, implique que la pièce justificative obligatoire pour obtenir le paiement soit datée du 31 décembre au plus tard, transmise par l'ordonnateur et parvenue au service visé à l'article 2, 6<sup>o</sup>, pour cette même date, et validée par l'unité de contrôle des liquidations.

§ 2. Dans le cas d'avances à des trésoriers décentralisés, le contrôle visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est effectué par l'unité de l'inspection des trésoriers décentralisés.

**Art. 17.** La validation de liquidation est datée et reliée dans la comptabilité au visa d'engagement dont elle vient apurer les obligations.

Lorsque la validation de liquidation est refusée en raison d'irrégularités, l'ordonnateur en est informé.

Si l'engagement préalable de la dépense visé à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, fait défaut, l'ordonnateur doit solliciter un engagement régulateur conformément à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et représenter son dossier accompagné du visa d'engagement régulateur.

**Art. 18.** Les dépenses rattachées à une année budgétaire déterminée doivent être validées par l'unité de contrôle des liquidations et imputées à la charge des crédits au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit, à l'exception des avances aux trésoriers décentralisés qui doivent être liquidées et imputées pour le 31 décembre de l'année budgétaire déterminée.

### Section 4. — Du contrôle des trésoriers et des receveurs

#### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Art. 19.** En application de l'article 38, § 3, du décret du 20 décembre 2011, le système central d'encaissement et de décaissement des fonds du Ministère doit être configuré pour retracer toutes les opérations de manière chronologique et intégrer des actions empêchant des fraudes et des doubles paiements.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministère met en place des procédures de contrôle interne visant à assurer que les trésoriers et les receveurs exécutent leurs missions conformément à l'acte de leur désignation et aux prescrits de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012.

§ 2. Au cas où, lors du contrôle de la légalité et de la régularité des opérations des trésoriers ou des receveurs, ou indépendamment de celui-ci, des indicateurs laissent apparaître un risque de mauvaise gestion, une autorité responsable peut mener un contrôle spécifique sur pièces et, le cas échéant, sur place. S'il en résulte de simples erreurs pouvant être corrigées, le trésorier ou le receveur est invité à y procéder.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité responsable veille à ce que chaque trésorier et chaque receveur rendent leur compte de gestion dans les cas et les délais ainsi que selon les modalités imposées par l'article 39 du décret du 20 décembre 2011.

§ 2. Préalablement à la transmission des comptes à la Cour des comptes, l'autorité responsable examine au moins la forme et la complétude du compte ainsi que ses opérations arithmétiques et la concordance entre ses écritures et les soldes du compte financier ouvert au nom du trésorier ou du receveur.

§ 3. Lorsque le compte du trésorier fait apparaître un déficit, l'autorité responsable l'invite à le combler. A défaut, elle dresse un procès-verbal établissant le montant du déficit, sa date de survenance et ses circonstances et le transmet sans délai à la Cour des comptes accompagné du compte en déficit.

§ 4. Lorsque la Cour des comptes arrête le compte en débit, le Ministre du Budget décide dans le respect des dispositions applicables s'il y a lieu ou non de citer le receveur ou le trésorier devant la Cour en remboursement du débit. Néanmoins, en cas de déficit, il est imputé sans délai à la charge du crédit visé à l'article 40 du décret du 20 décembre 2011 pour alimenter le compte financier déficitaire.

#### Sous-section 2. — Dispositions relatives aux gestions financières décentralisées hormis celles des receveurs-trésoriers des fonds budgétaires

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de la réglementation relative aux cabinets ministériels et conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012, l'unité de l'inspection des trésoriers décentralisés est chargée notamment de :

1° veiller au dépôt des comptes intermédiaires par chaque trésorier décentralisé et d'informer l'ordonnateur lorsque le trésorier décentralisé reste en défaut de produire deux comptes intermédiaires successifs;

2° contrôler l'enchaînement des comptes intermédiaires;

3° s'assurer que les soldes non utilisés des avances de fonds perçues durant l'année budgétaire ont été correctement reversés au trésorier centralisateur au plus tard le 15 février de l'année suivante.

Dans l'hypothèse où l'avance a été imputée à la charge d'un article de base codifié par référence au groupe principal 7 de la classification économique, l'unité de l'inspection des trésoriers décentralisés s'assure en outre que, pour chaque dépense patrimoniale, le numéro du compte de comptabilité générale ou toute autre mention permettant de l'enregistrer à l'actif du bilan figure dans le compte intermédiaire et sur les pièces justificatives.

§ 2. Des contrôles sont menés par l'unité de l'inspection des trésoriers décentralisés pour vérifier le respect des dispositions de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012. Les contrôles portent, notamment, sur :

1° le respect des limites de chaque avance;

2° le cas échéant, les opérations de caisse;

3° la qualité de l'ordonnateur délégué;

4° la qualité de créancier originaire des bénéficiaires des paiements;

5° les écritures relatives aux paiements réalisés en janvier;

6° la régularité et la légalité de la dépense.

§ 3. Les comptes intermédiaires contrôlés ainsi que leurs pièces justificatives sont mis à disposition de l'autorité responsable pour la régularisation éventuelle des écritures dans la comptabilité générale, et le cas échéant, pour y enregistrer les dépenses patrimoniales à l'actif du bilan.

#### Sous-section 3. — Dispositions relatives aux contrôles des receveurs-trésoriers

**Art. 23.** Des contrôles sont menés par l'unité de l'inspection des receveurs-trésoriers :

1° en ce qui concerne le respect des dispositions des articles 8 et 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012.

Les contrôles portent, notamment, sur :

a) le recouvrement et la perception des recettes dont les droits ont été constatés par l'ordonnateur;

b) l'imputation du droit à l'article de recette adéquat;

c) la qualité de l'ordonnateur délégué;

d) la concordance des reports et des soldes entre exercices;

2° en ce qui concerne le respect des dispositions de l'article 16, § 2, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012.

Les contrôles portent sur :

a) la conformité des dépenses payées avec les autorisations décrétales;

b) l'établissement du relevé des recettes et des dépenses en termes de droits constatés par nature selon la classification économique.

L'unité de l'inspection des receveurs-trésoriers exerce son contrôle sur l'application correcte de l'article 56, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 décembre 2011.

#### Section 5. — De la protection du patrimoine

**Art. 24.** Conformément à l'article 46, alinéa 2, 7°, du décret du 20 décembre 2011, le Ministère met en place des dispositifs adéquats pour protéger son patrimoine contre les pertes de valeur, les vols, les utilisations abusives et les dommages.

Un code-barres ou toute autre technique similaire est apposé sur les biens mobiliers portés à l'actif du bilan en vue d'assurer leur traçabilité dans le temps. Les données correspondent à celles inscrites au moment des acquisitions dans l'inventaire visé à l'article 34 du décret du 20 décembre 2011.

*Section 6. — Du contrôle de la gestion des fournitures et des petits biens durables à bon marché*

**Art. 25.** Conformément à l'article 46, alinéa 2, 9°, du décret du 20 décembre 2011, le Ministère prend les mesures de contrôle interne adéquates afin d'éviter :

- 1° toute fraude dans la gestion des approvisionnements et des fournitures;
- 2° toute dégradation;
- 3° tout vol.

Le Ministère procède à une estimation correcte de ses besoins en petits biens durables à bon marché et de ses fournitures. Il assure la sécurité physique de ses stocks ainsi que leur gestion permanente en enregistrant notamment les entrées et les sorties, leur localisation ainsi que, le cas échéant, leur destination finale.

Les petits biens durables à bon marché portés directement en charges dans le compte de résultats de la comptabilité générale conformément aux règles SEC sont recensés dans l'inventaire physique. Les utilisateurs en sont responsables et s'engagent à les restituer à première demande de l'autorité responsable.

*CHAPITRE 3. — De l'audit interne budgétaire et comptable*

**Art. 26.** En application de l'article 47 du décret du 20 décembre 2011, la Direction de l'Audit du Ministère est chargée des audits budgétaire et comptable du Ministère et des services tels que définis respectivement à l'article 2, 4° et 5°.

**Art. 27.** Sans préjudice d'autres missions qui lui ont été confiées, le Comité d'audit inclut, dans sa politique d'audit du Ministère et des services visés à l'article 26, des activités d'audit relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités ainsi qu'aux opérations financières qui s'y rapportent, compte tenu de l'évaluation des risques visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>. Dans ces mêmes domaines, le Ministre du Budget peut saisir le Comité d'audit d'une demande spécifique dont il fixe les objectifs, la nature et le champ d'investigation.

Dans le cadre des activités d'audit visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, et sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires applicables, le Comité d'audit est chargé :

- 1° de programmer les missions d'audit interne ainsi que de coordonner leur mise en œuvre par les auditeurs internes;
- 2° de s'assurer du suivi des actions décidées à l'issue des missions d'audit interne visées au 1°;
- 3° d'évaluer l'adéquation, l'efficacité et la qualité du contrôle interne budgétaire et comptable mis en œuvre au sein du Ministère ainsi que de formuler des recommandations;
- 4° d'approuver les méthodes et les outils mis en œuvre par les auditeurs internes et d'assurer la diffusion des bonnes pratiques en matière d'audit et de contrôle internes budgétaires et comptables au sein du Ministère.

**Art. 28.** Les auditeurs internes exercent leurs missions en conformité avec les normes professionnelles de l'audit interne et la charte d'audit interne du Ministère.

En vertu du principe de la séparation des fonctions opérationnelles et des fonctions de contrôle, les ordonnateurs, trésoriers ou receveurs ne peuvent pas participer aux missions d'audit dans les services où ils exercent leur fonction.

*CHAPITRE 4. — Du contrôle administratif et budgétaire*

*Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions introductives*

**Art. 29.** Le contrôle administratif et budgétaire est exercé par le Gouvernement, par le Ministre du Budget et par le Ministre de la Fonction publique.

Il porte sur les projets de décisions du Gouvernement ainsi que sur ceux des services d'administration générale de la Communauté.

Le Gouvernement, le Ministre du Budget et le Ministre de la Fonction publique sont assistés par les inspecteurs des Finances visés à l'article 48, § 2, du décret du 20 décembre 2011.

Le présent arrêté n'est pas applicable aux décisions auxquelles s'applique le décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires.

*Section 2. — Le Gouvernement*

**Art. 30.** Le Gouvernement décide les mesures indispensables à la confection du budget.

Le Ministre du Budget élabore les avant-projets de décret budgétaire et les amendements d'initiative gouvernementale à ces projets.

Le Gouvernement adopte tout projet de décret ou d'amendement d'initiative gouvernementale relatif au budget de la Communauté.

Le Gouvernement délibère de tout projet de décret ou d'arrêté organique du Gouvernement ainsi que de toute mesure à caractère réglementaire relatifs aux matières qui relèvent de la compétence de la Communauté dont l'adoption serait de nature à avoir une incidence, soit sur les recettes, soit sur les dépenses.

**Art. 31.** Le Gouvernement surveille l'exécution du budget. A cet effet, le Ministre du Budget informe régulièrement le Gouvernement sur la situation budgétaire et les perspectives concernant l'exécution du budget.

Le Gouvernement détermine son attitude à l'égard des propositions de décrets et des amendements d'initiative parlementaire dont l'adoption serait de nature à avoir une incidence, soit sur les recettes, soit sur les dépenses.

**Art. 32.** En cas d'urgence, les compétences du Gouvernement visées à l'article 30, alinéa 1<sup>er</sup>, ainsi qu'à l'article 31, alinéa 2, et relatives aux propositions de décret et aux amendements d'initiative gouvernementale et d'initiative parlementaire, sont exercées par le Ministre du Budget.

*Section 3. — Le Ministre du Budget*

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Sont soumis à l'accord préalable du Ministre du Budget les avant-projets de décrets, les projets d'arrêtés, de circulaires ou de décisions :

- 1° pour lesquels les crédits sont insuffisants ou inexistantes;
- 2° qui sont directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles;

3° qui sollicitent dans le cas visé à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 décembre 2011, un engagement régulateur lorsque le montant de la dépense est supérieur à 31.000 euros, hors T.V.A. pour les dépenses autres que des subventions;

4° qui édictent ou modifient des règles organiques concernant l'octroi des subventions;

5° qui concernent les subventions facultatives de plus de 25.000 euros autorisées par un décret organique ou, à défaut, par une disposition spéciale figurant dans le budget des dépenses conformément à l'article 8, § 4, 3° du décret du 20 décembre 2011 et qui ne font pas l'objet d'une inscription nominative du bénéficiaire dans le tableau des articles de base visé à l'article 8, § 4, 6°, du même décret;

6° qui concernent l'octroi de subventions, non visés au 7°, quel qu'en soit le montant, autorisées en l'absence d'un décret organique, qui en fixe les conditions et le montant de manière ferme et définitive, dans le budget des dépenses conformément à l'article 8, § 4, 3°, du décret du 20 décembre 2011 et qui ne font pas l'objet d'une inscription nominative du bénéficiaire dans le tableau des articles de base visé à l'article 8, § 4, 6°, du même décret ainsi que les marchés de services relatifs à des dépenses courantes dès le moment où le montant cumulé des subventions ou des marchés sur une même année en faveur d'un même bénéficiaire est supérieur à 250.000 euros, hors T.V.A. en cas de marché;

7° qui concernent les accords de principe préalables à une décision ferme d'octroi de subvention ainsi que l'octroi de subventions relatives à des dépenses de capital, quel qu'en soit le montant, autorisées en l'absence d'un décret organique, qui en fixe les conditions et le montant de manière ferme et définitive, dans le budget des dépenses conformément à l'article 8, § 4, 3°, du décret du 20 décembre 2011 et qui ne font pas l'objet d'une inscription nominative du bénéficiaire dans le tableau des articles de base visé à l'article 8, § 4, 6°, du même décret, à partir du moment où le montant cumulé des accords de principe ou des subventions sur une même année en faveur d'un même bénéficiaire est supérieur à 750.000 euros;

8° qui concernent les dépenses relatives à des investissements directs dont le montant est supérieur à 750.000 euros hors T.V.A.;

9° qui concernent l'octroi de la garantie de la Communauté.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, et 5° à 8°, les dépenses relatives aux bâtiments scolaires ne sont pas soumises à l'accord préalable du Ministre du Budget.

§ 2. Le Ministre du Budget rend son accord dans un délai de dix jours.

Toutefois, lorsque l'accord du Ministre du Budget est requis pour la délibération du Gouvernement, il peut être acté, sans autre formalité, dans la notification définitive de la décision du Gouvernement.

**Art. 34.** Les projets de délibération du Gouvernement visés à l'article 13 du décret du 20 décembre 2011 sont soumis au Gouvernement conjointement par le Ministre du Budget et le ministre fonctionnel.

#### *Section 4. — Le Ministre de la Fonction publique*

**Art. 35.** Sont soumis à l'accord du Ministre de la Fonction publique, les avant-projets de décrets et les projets d'arrêtés qui ont pour objet la fixation ou la modification :

1° des cadres;

2° du statut pécuniaire du personnel et des échelles de traitements des grades;

3° de dispositions statutaires pour le personnel.

#### *Section 5. — Dispositions communes aux sections 3 et 4*

**Art. 36.** Lorsque les avant-projets et projets visés aux articles 33 et 35 n'ont pas reçu l'accord du Ministre du Budget ou du Ministre de la Fonction publique, ils peuvent être soumis au Gouvernement par le ministre intéressé.

**Art. 37.** Le Ministre du Budget et le Ministre de la Fonction publique peuvent décider, chacun en ce qui le concerne, pour des matières déterminées, que l'avis favorable de l'inspecteur des Finances dispense de leur accord préalable.

#### *Section 6. — Les inspecteurs des Finances*

**Art. 38.** Les inspecteurs des Finances assument une fonction de conseiller budgétaire et financier du ministre auprès duquel ils sont accrédités.

**Art. 39.** Les inspecteurs des Finances adressent au ministre auprès duquel ils sont accrédités toutes suggestions susceptibles d'accroître l'efficacité et l'efficience des moyens engagés, d'améliorer le fonctionnement des services du département et de réaliser des économies.

**Art. 40.** Les inspecteurs des Finances donnent leur avis sur toutes les questions soumises à leur examen par le ministre auprès duquel ils sont accrédités. Ils peuvent notamment être chargés par lui d'accomplir des investigations auprès des organismes publics ou privés, subventionnés par la Communauté.

**Art. 41.** Les inspecteurs des Finances assument également une mission de contrôle au nom des Ministres du Budget et de la Fonction publique et donnent leur avis sur toutes les questions soumises par eux à leur examen, en ce compris, pour ce qui concerne le Ministre du Budget, celles relatives aux placements, aux emprunts et aux prêts des organismes administratifs publics, relevant de la Communauté française.

**Art. 42.** Sont soumis, pour avis préalable, à l'inspecteur des Finances :

1° les avant-projets de décrets, les projets d'arrêtés du Gouvernement et d'arrêtés ministériels, de circulaires ou de décisions qui sont soumis :

a) au Gouvernement dans le cadre des compétences visées à la section 2;

b) au Ministre du Budget ou de la Fonction publique;

2° les propositions dont la réalisation est de nature à entraîner une répercussion directe ou indirecte sur les dépenses ou sur les recettes de la Communauté française, ainsi que celles qui sont relatives à l'organisation administrative des services;

3° les propositions relatives à l'octroi de la garantie de la Communauté;

4° les propositions présentées dans le cadre de la confection des budgets;

5° les demandes motivées d'engagement régulateur dans le cas visé à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 décembre 2011 accompagnées des pièces justificatives de la liquidation de la dépense.

**Art. 43.** Par dérogation aux dispositions de l'article 42, 2°, l'avis de l'Inspecteur des Finances n'est pas requis pour :

1° des dépenses de personnel, pour autant qu'il s'agisse de l'application du statut pécuniaire et administratif;

2° des missions en Belgique et à l'étranger;

3° des marchés publics pour entreprises de travaux, de fournitures et de services, pour autant que la dépense n'excède pas 31.000 euros hors T.V.A.;

4° des *subventions* :

a) qui sont accordées conformément à des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant de manière ferme et définitive;

b) autres, dont le montant est inférieur à 6.000 euros.

5° d'autres dépenses régies par des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant de manière ferme et définitive.

De commun accord entre le ministre intéressé et le Ministre du Budget, les montants prévus à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent être adaptés.

Les Inspecteurs des Finances conservent leur compétence consultative en ce qui concerne la consommation générale des crédits relatifs aux dépenses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 44.** Dans l'exercice de leurs fonctions, les Inspecteurs des Finances examinent si les propositions visées à l'article 42 sont conformes aux décisions du Gouvernement et aux décisions ministérielles.

**Art. 45.** Lorsque le Ministre intéressé ne peut pas se rallier à un avis défavorable émis par un Inspecteur des Finances sur une des propositions visées à l'article 42, 2° et 3°, il saisit le Gouvernement qui doit se prononcer sur la proposition.

**Art. 46.** Le Ministre du Budget met les inspecteurs des Finances à la disposition de ses collègues.

Dans les cas d'urgence, ceux-ci peuvent réclamer une communication de l'avis de l'Inspecteur des Finances dans un délai qu'ils déterminent.

**Art. 47.** Les Inspecteurs des Finances accomplissent leur mission sur pièces et sur place. Ils ont accès à tous les dossiers et à toutes les archives du département et reçoivent des services tous les renseignements qu'ils demandent.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté de fonctionnement du Gouvernement, les Inspecteurs des Finances remettent leur avis dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception du dossier complet. Le délai peut être porté à vingt jours ouvrables à la demande de l'Inspection des Finances. En l'absence d'avis remis dans ce délai, le Ministre intéressé peut soumettre le dossier au Ministre du Budget.

Les Inspecteurs des finances ne peuvent ni participer à la direction ou à la gestion des services du Ministre auprès duquel ils sont accrédités, ni donner d'ordre tendant à empêcher ou à suspendre des opérations.

Dans les cas d'urgence, les Ministres peuvent réclamer une communication de l'avis de l'Inspecteur des Finances dans un délai qu'ils déterminent.

**Art. 48.** Lorsqu'un ministre soumet une des propositions visées par le présent arrêté au Gouvernement, au Ministre du Budget ou au Ministre de la Fonction publique, il y joint chaque fois l'avis de l'inspecteur des Finances.

**Art. 49.** Tout arrêté mentionne dans son préambule, avec l'indication de la date, l'avis de l'inspecteur des Finances et l'accord du Gouvernement ou du Ministre du Budget et du Ministre de la Fonction publique.

En cas d'application de l'article 37, il mentionne la décision du Ministre du Budget ou du Ministre de la Fonction publique.

**Art. 50.** L'application des dispositions du chapitre 4 ne porte pas préjudice aux dispositions prises par le Gouvernement par voie d'arrêté en vue du règlement de son fonctionnement.

#### CHAPITRE 5. — *De l'approche intégrée d'audit*

**Art. 51.** Le Ministère organise la tenue d'un dossier permanent contenant les informations générales actualisées et utiles dans le cadre d'audits. Les rapports d'audit interne, de contrôle et d'audit thématique de la Cour des comptes y sont joints.

Le dossier permanent est tenu à disposition du Comité d'audit et des auditeurs internes, des contrôleurs internes visés au chapitre 2, de la Cour des comptes ainsi que de l'Inspection des Finances. Ceux-ci peuvent, sans préjudice des dispositions de l'article 49 du décret du 20 décembre 2011, s'appuyer le cas échéant sur les conclusions et les recommandations des uns et des autres et veillent à organiser leurs contrôles en concertation.

#### CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

**Art. 52.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire est abrogé.

**Art. 53.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 54.** Le Ministre du Budget et le Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 28 novembre 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget,  
A. ANTOINE



## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29635]

**28 NOVEMBER 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot organisatie van de interne budgettaire en boekhoudkundige controle en audit en van de administratieve en begrotingscontrole**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de artikelen 21, 23, 37, 38, 46, 47 en 48;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 december 1995 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 september 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 3 oktober 2013;

Gelet op het advies nr. 54.265/2 van de Raad van State, gegeven op 30 oktober 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en van de Minister van Ambtenarenzaken,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen***Artikel 1.** De bepalingen van dit besluit zijn toepasselijk op de eenheid bepaald in artikel 3, eerste lid, van het decreet van 20 december 2011.**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° decreet van 20 december 2011 : decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 : besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 houdende verschillende maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en betreffende de begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding;

3° Minister van ambtenarenzaken : Minister bevoegd voor de ambtenarenzaken;

4° Ministerie : Ministerie van de Franse Gemeenschap, dit zijn de diensten van algemeen bestuur van de Franse Gemeenschap,;

5° dienst die rechtstreeks onder de Regering ressorteert : afzonderlijke dienst van het Ministerie, opgericht bij decreet of bij besluit van de Regering, rechtstreeks geplaatst onder het gezag van de Regering voor de uitoefening van specifieke opdrachten;

6° diensten voor de begroting en de financiën : Algemene Directie Begroting en Financiën van het Ministerie – Algemene Dienst Begroting en Comptabiliteit, en Algemene Dienst Financiën;

7° verantwoordelijke overheid : elke, hiërarchische of niet hiërarchische, overheid, die als opdracht heeft de boekhoudkundige, budgettaire, financiële of vermogensverrichtingen na te zien;

8° personeelslid : personeelslid van de diensten van de Regering, ongeacht het juridische arbeidsverband waarmee het aan die diensten verbonden is;

9° eenheid voor de controle op de vastleggingen : eenheid, bedoeld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012, die, binnen de diensten voor de begroting en de financiën, belast wordt met de controle op de vastleggingen;

10° eenheid voor de controle op de vereffeningen : eenheid, bedoeld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012, die, binnen de diensten voor de begroting en de financiën, belast wordt met de controle op de vereffeningen;

11° eenheid voor de inspectie van de gedecentraliseerde thesauriers : eenheid, bedoeld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012, die, binnen de diensten voor de begroting en de financiën, belast wordt met de inspectie van de gedecentraliseerde thesauriers;

12° eenheid voor de inspectie van de ontvangers-thesauriers : eenheid die, binnen de diensten voor de begroting en de financiën, wordt belast met de controle op de aanrekening van de ontvangsten en de rekeningen van de ontvangers-thesauriers;

13° terugkerende uitgaven : uitgaven die onontbeerlijk zijn voor de werking van de diensten, waarvan de bedragen gedurende het begrotingsjaar opeisbaar zullen zijn, maar die voortvloeien ofwel uit verbintenissen waarvan de gevolgen zich over meerdere jaren uitstrekken en waarvan de aanrekening op het jaar van het ontstaan ervan een last zou teweegbrengen zonder economisch verband met dat jaar, ofwel uit verbintenissen waarvan het ontstaan moeilijk te bepalen valt of waarvan het bedrag niet bekend staat op het ogenblik van hun ontstaan;

14° ESR : Europees systeem van nationale en regionale rekeningen, ingesteld door de Verordening (EG) nr. 2223/96 van 25 juni 1996.

HOOFDSTUK 2. — *Interne budgettaire en boekhoudkundige controle**Afdeling 1. — Algemene bepalingen***Art. 3.** § 1. Het Ministerie stelt systemen in voor de opsporing, de evaluatie en de hiërarchische rangschikking van de risico's, en past die aan volgens de aard en de omvang van zijn verrichtingen. Het onderzoekt de risico's en het stelsel voor interne controle regelmatig opnieuw, om er de relevantie van ten opzichte van de activiteit en de omgeving na te kijken.

De interne controle wordt georganiseerd om te voorkomen dat financiële risico's in handen van één zelfde personeelslid zouden worden geconcentreerd.

De systemen voor het beheer en de procedures voor de interne controle bedoeld in artikel 6, § 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 implementeren de risicobeheersing betreffende de conformiteit, de betrouwbaarheid en de integriteit van de begrotings- en financiële gegevens.

§ 2. De budgettaire en boekhoudkundige procedures worden schriftelijk beschreven en vastgesteld om een duidelijke, geformaliseerde en bijgewerkte documentatie op alle niveaus op te maken.

§ 3. Het informaticasysteem dat als drager dient voor de begroting en de boekhouding implementeert automatische controles en handbedieningen voor goedkeuring, waarvan voor de traceerbaarheid en de identificatie van de bedieners wordt gezorgd. Er worden nood- en bewaringsprocedures ingevoerd om de continuïteit en de integriteit van de opgenomen inlichtingen te waarborgen.

§ 4. De normen voor de interne controle die in de overheidssector op internationaal niveau erkend zijn, worden toegepast.

**Art. 4.** Ieder personeelslid draagt, op grond van de opdrachten en de verantwoordelijkheden die hem worden opgelegd, bij tot de goede werking van het systeem voor interne controle.

**Art. 5.** De eenheden voor de controle op de vastleggingen en de vereffeningen zijn onafhankelijk van de diensten die de gecontroleerde verrichtingen hebben voortgebracht. Ze brengen periodiek bij de verantwoordelijke overheid verslag uit over de afwijkingen die bij hun controleverrichtingen worden vastgesteld.

#### *Afdeling 2. — Controle op de vastleggingen*

##### *Onderafdeling 1. — Budgettaire vastleggingen*

**Art. 6.** § 1. Voorgelegd worden aan de eenheid voor de controle op de vastleggingen, met het oog op het bekomen van :

1° een vastleggingsvisum, voordat daarvan kennis wordt gegeven, de uitgaven bedoeld in artikel 22, § 1, eerste lid, van het decreet van 20 december 2011, behalve wanneer de opdracht betrekking heeft op terugkerende uitgaven. Dat vastleggingsvisum wordt vermeerderd in het geval bedoeld in artikel 27, § 2, 1°, tweede lid van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012;

2° een visum voor de vastlegging van de bedragen die gedurende het begrotingsjaar opeisbaar zijn, met inbegrip, in voorkomend geval, van de verhoging ervan, voorafgaand aan de uitvoering ervan, uitgezonderd voor deze die bedoeld zijn onder c) :

de terugkerende uitgaven;

de uitgaven bedoeld in artikel 22, § 3, van het decreet van 20 december 2011;

de uitgaven die lager zijn dan of gelijk zijn aan 8.500 euro btw niet inbegrepen die door een goedgekeurde factuur kunnen worden vastgesteld en waarvan het bedrag zal worden toevertrouwd aan de centraliserende thesaurier bedoeld in artikel 13 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012.

Het visum is provisioneel wanneer het bedrag van de uitgaven niet nauwkeurig gekend is en het geraamd wordt met behulp van verantwoordingsstukken, die, in voorkomend geval, samen met het advies van de Inspectie van Financiën, worden overgelegd;

3° een visum voor regulerende vastlegging, de uitgaven bedoeld in artikel 23, § 1, van het decreet van 20 december 2011.

§ 2. In het geval, onder de voorwaarden en op grond van de verantwoordingsstukken bedoeld in artikel 27, § 2, 1°, derde lid en vierde lid van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012, vermindert de eenheid voor de controle op de vastleggingen het vastleggingsvisum in verhouding tot het overschot.

**Art. 7.** Voor elke afzonderlijke uitgave wordt een vastleggingsvisum toegekend. Het kan echter globaal zijn voor verschillende uitgaven, wanneer, ofwel :

1° dit door hun aard verantwoord is;

2° hun aard gelijk is en de begunstigden in één enkel document opgesomd zijn;

3° de identiteit van de begunstigden niet precies kan worden bepaald;

4° het individuele bedrag van elke uitgave niet nauwkeurig kan worden bepaald;

5° de identiteit van de begunstigden en het individuele bedrag van elke uitgave niet nauwkeurig kunnen worden bepaald.

**Art. 8.** § 1. Om een vastleggingsvisum te krijgen, deelt de ordonnateur de eenheid voor de controle op de vastleggingen, samen met verantwoordingsstukken, een aanvraag mee met vermelding van de volgende inlichtingen :

1° het onderwerp van de te viseren akte;

2° de datum van de te viseren akte en die van de goedkeuring ervan;

3° in voorkomend geval, de gegevens betreffende de betrokken partijen, zoals de leverancier, de aannemer, de schuldeiser, de begunstigde of de gedecentraliseerde thesaurier;

4° het bedrag van de in de overeenkomst vastgestelde uitgave, het toekenningsbesluit, het dispositief van de uitgavenbegroting, de normatieve bepalingen of elk ander gegeven, met inbegrip van een ramingsgegeven;

5° het jaar, de organisatie-afdeling, het programma en het basisartikel van de uitgavenbegroting;

6° de naam, de hoedanigheid en de ondertekening van de ordonnateur.

In voorkomend geval, worden de bij de bepalingen van hoofdstuk 4 bedoelde voorafgaande instemmingen of adviezen gevoegd bij de verantwoordingsstukken.

§ 2. Om een visum voor regulerende vastlegging te krijgen, legt de ordonnateur aan de eenheid voor de controle op de vastleggingen de volgende gegevens voor :

1° de stukken ter verantwoording van de vereffening van de uitgaven, in voorkomend geval, de weigering van de geldigverklaring door de eenheid voor de controle op de vereffeningen wegens gebrek aan een voorafgaande vastlegging;

2° het advies van de Inspectie van Financiën overeenkomstig artikel 42, 5°;

3° de akkoordbevinding van de Minister van Begroting bij toepassing van artikel 33, § 1, 3°.

**Art. 9.** § 1. De eenheid voor de controle op de vastleggingen controleert inzonderheid :

1° de juistheid van de gegevens inzake begrotingsaanrekening;

2° in voorkomend geval, de overeenstemming tussen de vastlegging en de budgettaire machtigingen;

3° in voorkomend geval, de begunstigde en het bedrag;

4° de beschikbaarheid van de vastleggingskredieten;

5° de overeenstemming tussen de uitgave en de wetten, decreten, besluiten, omzendbrieven, verordeningen, vonnissen en contracten, of de bepalingen van de artikelen 16, § 1, en 17 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012;

6° de naleving van de procedures voor de administratieve en begrotingscontrole bedoeld in hoofdstuk 4;

7° de regelmatigheid van de overgelegde verantwoordingsstukken.

§ 2. De eenheid voor de controle op de vastleggingen wordt ertoe gemachtigd elke aanvraag om regulerende vastlegging te viseren, wanneer de vastleggingskredieten beschikbaar zijn op het overeenstemmende basisartikel van het lopende begrotingsjaar.

**Art. 10.** Op het einde van haar onderzoek, deelt de eenheid voor de controle op de vastleggingen haar beslissing aan de ordonnateur mee.

Ingeval het aangevraagde vastleggingsvisum wordt toegekend, wordt de ordonnateur op de hoogte gebracht van zijn nummer en zijn datum alsook van de budgettaire aanrekening van de uitgave ten laste van de vastleggingskredieten.

Ingeval het aangevraagde vastleggingsvisum niet kan worden toegekend omdat de aanvraag niet volledig is, moet de ordonnateur de ontbrekende gegevens overleggen.

Ingeval het aangevraagde vastleggingsvisum wordt afgewezen wegens onregelmatigheden met betrekking tot de aanvraag, wordt de ordonnateur op de hoogte gebracht van de met redenen omklede beslissing.

**Art. 11.** Het rekeningenstelsel registreert op ononderbroken wijze gedurende één zelfde begrotingsjaar de toegekende visumnummers, waarbij een onderscheiding tussen de verschillende vastleggingstypen wordt verricht.

**Art. 12.** Elke aanvraag om visum voor de vastlegging ten laste van de kredieten van een bepaald begrotingsjaar wordt uiterlijk voor 31 december van datzelfde jaar voorgelegd.

Op de voordracht van de Minister van Begroting, bepaalt de Regering de datum waarop de aanvragen aan de diensten voor begroting en financiën moeten worden voorgelegd.

#### Onderafdeling 2. — Juridische vastleggingen

**Art. 13.** De fasen voor de budgettaire en juridische vastlegging van één zelfde uitgave behoren tot de bevoegdheid van de ordonnateurs die, volgens de geldende regeling, gemachtigd worden tot de aanwending van de vastleggingskredieten ten laste waarvan de uitgave budgettair moet worden aangerekend.

Het bedrag van de juridische vastlegging dat volgens de nadere regels van artikel 27, § 2, 1°, vierde lid van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 wordt bevestigd, wordt op geschikte wijze in de boeken opgenomen.

Een globale budgettaire vastlegging bedoeld in artikel 7 kan door verschillende individuele juridische vastleggingen worden bevestigd.

De nazichtopdrachten bedoeld bij artikel 24, § 1, van het decreet van 20 december 2011 worden aan de eenheid voor de controle op de vastleggingen toevertrouwd.

#### Afdeling 3. — Controle op de vereffeningen

**Art. 14.** Elke uitgave waarvan de betaling door de centraliserende thesaurier moet worden verricht, wordt door de ordonnateur aan de eenheid voor de controle op de vereffeningen voorgelegd, voor geldigverklaring en definitieve aanrekening ten laste van de vereffeningkredieten.

**Art. 15.** Om de geldigverklaring van de vereffening te bekomen, deelt de ordonnateur aan de eenheid voor de controle op de vastleggingen de noodzakelijke gegevens mee, onder meer :

1° het goedgekeurde verantwoordingsstuk, dat het bewijs levert van de verleende en goedgekeurde dienst;

2° het nummer van het vastleggingsvisum of, bij gebreke daarvan, het nummer van de aanvraag erom;

3° het jaar, de organisatie-afdeling, het programma en het basisartikel van de uitgavenbegroting;

4° het te betalen saldo;

5° de betrokken partij;

6° het nummer van de financiële rekening die op naam van de begunstigde wordt geopend;

7° de vervalt termijn van de betaling;

8° de al dan niet gestructureerde mededeling;

9° in voorkomend geval, de vermogenskenmerken van de uitgave.

**Art. 16.** § 1. De eenheid voor de controle op de vereffeningen controleert inzonderheid :

- 1° de voorafgaande vastlegging van de uitgave;
- 2° de juiste verbinding van de vastgestelde rechten aan het begrotingsjaar;
- 3° de juistheid van de gegevens inzake budgettaire aanrekening;
- 4° de beschikbaarheid van het vereffeningkrediet;
- 5° de regelmatigheid van de verantwoordingsstukken;
- 6° de naam, de hoedanigheid en de ondertekening van de ordonnateur;
- 7° de juistheid van de gegevens die noodzakelijk zijn voor de bevrijdende betaling;
- 8° het al dan niet bestaan van een geschil in de zin van de artikelen 21 en 22 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012;
- 9° de niet-betaling van hetzelfde bedrag op grond van hetzelfde verantwoordingsstuk aan dezelfde begunstigde en met dezelfde mededeling.

De juiste verbinding bedoeld in het eerste lid, 2°, brengt met zich mede dat het verantwoordingsstuk dat verplicht is om de betaling te bekomen op uiterlijk 31 december moet worden gedateerd, door de ordonnateur overgezonden en door de dienst bedoeld bij artikel 2, 6° op dezelfde datum ontvangen, en geldig verklaard door de eenheid voor de controle op de vereffeningen.

§ 2. In het geval van voorschotten aan gedecentraliseerde thesauriers, wordt de controle bedoeld in paragraaf 1 verricht door de eenheid voor de inspectie van de gedecentraliseerde thesauriers.

**Art. 17.** De geldigverklaring van de vereffening wordt gedateerd en in de comptabiliteit verbonden aan het vastleggingsvisum waarvan ze de verbintenissen aanzuivert.

Wanneer de geldigverklaring van de vereffening wordt geweigerd wegens onregelmatigheden, wordt de ordonnateur op de hoogte daarvan gebracht.

Als er geen voorafgaande vastlegging van de uitgave bedoeld in artikel 16, § 1, 1°, is, moet de ordonnateur een regulerende vastlegging aanvragen overeenkomstig artikel 6, § 1, 3°, en zijn dossier opnieuw voorleggen, voorzien van het visum voor de regulerende vastlegging.

**Art. 18.** De uitgaven in verband met een bepaald begrotingsjaar moeten geldig worden verklaard door de eenheid voor de controle op de vereffeningen en worden aangerekend ten laste van de kredieten uiterlijk op 31 januari van het daarop volgende jaar, met uitzondering van de voorschotten aan de gedecentraliseerde thesauriers, die moeten worden vereffend en aangerekend voor 31 december van het bepaalde begrotingsjaar.

#### *Afdeling 4. — Controle op de thesauriers en ontvangers*

##### *Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 19.** Bij toepassing van artikel 38, § 3, van het decreet van 20 december 2011 moet het geldomzetsysteem van het Ministerie zodanig worden geconfigureerd dat het alle verrichtingen chronologisch traceert en acties implementeert die fraudes en dubbele betalingen voorkomen.

**Art. 20.** § 1. Het Ministerie stelt procedures voor een interne controle in die tot doel hebben te waarborgen dat de thesauriers en de ontvangers hun opdrachten uitvoeren overeenkomstig de akte van hun aanwijzing en de voorschriften van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012.

§ 2. Wanneer, naar aanleiding van de controle op de regelmatigheid van de verrichtingen van de thesauriers en de ontvangers, of afgezien daarvan, indicatoren op een risico van slecht beheer wijzen, kan een verantwoordelijke overheid een specifieke controle uitvoeren die op stukken wordt gebaseerd of, in voorkomend geval, ter plaatse. Als gewone fouten worden vastgesteld die kunnen worden gecorrigeerd, wordt de thesaurier of de ontvanger verzocht die correcties uit te voeren.

**Art. 21.** § 1. De verantwoordelijke overheid zorgt ervoor dat iedere thesaurier en iedere ontvanger hun beheersrekeningen afleggen in de gevallen en termijnen en volgens de nadere regels die bij artikel 39 van het decreet van 20 december 2011 worden opgelegd.

§ 2. Voordat de rekeningen aan het Rekenhof worden overgezonden, controleert de verantwoordelijke overheid de vorm en de volledigheid van de rekening alsook de aritmetische verrichtingen ervan en de overeenstemming tussen haar boekingen en de saldi van de financiële rekening die open staat op naam van de thesaurier of de ontvanger.

§ 3. Wanneer de rekening van de thesaurier een tekort vertoont, wordt hij door de verantwoordelijke overheid verzocht dit te dekken. Zo niet, dan maakt ze een proces-verbaal op dat het bedrag van het tekort, de datum van het ontstaan ervan en de omstandigheden waarin het is ontstaan, vaststelt, en zendt die zonder verwijl over aan het Rekenhof, samen met de vermelding van het tekort.

§ 4. Wanneer het Rekenhof de debetrekking vaststelt, beslist de Minister van Begroting, met inachtneming van de toepasselijke bepalingen, of de ontvanger of de thesaurier vóór het Hof moeten worden gedagvaard om het debet terug te betalen. Als er echter een tekort is, wordt dit zonder verwijl ten laste gelegd van het krediet bedoeld bij artikel 40 van het decreet van 20 december 2011, om de debetrekking te stijven.

##### *Onderafdeling 2. — Bepalingen betreffende het gedecentraliseerde financiële beheer, behoudens het beheer van de ontvangers-thesauriers van de begrotingsfondsen*

**Art. 22.** § 1. Onverminderd de regeling betreffende de ministeriële kabinetten en overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012, wordt de eenheid voor de inspectie van de gedecentraliseerde thesauriers inzonderheid ermee belast :

- 1° het voorleggen van tussenrekeningen door elke gedecentraliseerde thesaurier en het informeren van de ordonnateur te controleren wanneer de gedecentraliseerde thesaurier twee opeenvolgende tussenrekeningen niet voorlegt;
- 2° het opeenvolgen van de tussenrekeningen te controleren;
- 3° zich ervan te vergewissen dat de niet aangewende saldi van het geld dat gedurende het begrotingsjaar wordt ontvangen, correct wordt teruggestort aan de centraliserende thesaurier uiterlijk op 15 februari van het volgende jaar.

Als het voorschot wordt aangerekend op een basisartikel, dat wordt gecodificeerd met verwijzing naar hoofdgroep 7 van de economische classificatie, vergewist de eenheid voor de inspectie van de gedecentraliseerde thesauriers zich bovendien ervan dat, voor elke vermogensuitgave, het nummer van de rekening van algemene comptabiliteit of elke andere vermelding waardoor ze in de activa van de balans kan worden geboekt, in de tussenrekening en op de verantwoordingsstukken voorkomt.

§ 2. Er worden controles uitgevoerd door de eenheid voor de inspectie van de gedecentraliseerde thesauriers om na te kijken of de bepalingen van artikel 18 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 worden nageleefd. De controles hebben inzonderheid betrekking op :

- 1° de naleving van de perken van elk voorschot;
- 2° in voorkomend geval, de kasverrichtingen;
- 3° de hoedanigheid van de gedelegeerde ordonnateur;
- 4° de hoedanigheid van de oorspronkelijke schuldeiser van de personen die het voordeel van de betalingen genieten;
- 5° de boekingen betreffende de betalingen die in januari werden verricht;
- 6° de regelmatigheid en de wettelijkheid van de uitgave.

§ 3. De gecontroleerde tussenrekeningen alsook hun verantwoordingsstukken worden ter beschikking gesteld van de verantwoordelijke overheid voor de eventuele regularisatie van de boekingen in de algemene comptabiliteit, en, in voorkomend geval, om daar de vermogensuitgaven in de activa van de balans op te nemen.

Onderafdeling 3. — Bepalingen betreffende de controles op de ontvangers-thesauriers

**Art. 23.** Er worden controles door de eenheid voor de inspectie van de ontvangers-thesauriers uitgevoerd :

1° voor de naleving van de bepalingen van de artikelen 8 en 10 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012.

De controles hebben inzonderheid betrekking op :

- de invordering en de inning van de ontvangsten waarvan de rechten door de ordonnateur werden vastgesteld;
- de aanrekening van het recht op het gepaste ontvangstartikel;
- de hoedanigheid van de gedelegeerde ordonnateur;
- de overeenstemming van de overdrachten en saldi over verschillende begrotingsjaren.

2° voor de naleving van de bepalingen van artikel 16, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012.

De controles hebben betrekking op :

- de overeenstemming tussen de betaalde uitgaven en de machtigingen die bij decreet werden toegekend;
- de vaststelling van de ontvangsten en uitgaven op het vlak van de vastgestelde rechten, volgens hun aard en de economische classificatie.

De eenheid voor de inspectie van de ontvangers-thesauriers oefent haar controle uit op de correcte toepassing van artikel 56, § 1, van het decreet van 20 december 2011.

*Afdeling 5. — Bescherming van het erfgoed*

**Art. 24.** Overeenkomstig artikel 46, tweede lid, 7° van het decreet van 20 december 2011, stelt het Ministerie gepaste stelsels in om zijn vermogen te beschermen tegen waardeverliezen, diefstallen, misbruik bij toepassingen en schade.

Een streepjescode of elke andere gelijkaardige techniek wordt aangebracht op de roerende goederen die in de activa van de balans worden opgenomen met het oog op hun traceerbaarheid in de tijd. De gegevens stemmen overeenstemmen met deze die ingeschreven waren bij de opname in de inventaris bedoeld in artikel 34 van het decreet van 20 december 2011.

*Afdeling 6. — Controle op het beheer van leveringen en goedkope duurzame kleine goederen*

**Art. 25.** Overeenkomstig artikel 46, tweede lid, 9°, van het decreet van 20 december 2011, neemt gepaste interne controlemaatregelen om :

- 1° elke fraude bij het beheer van de voorzieningen en leveringen;
- 2° elke beschadiging;
- 3° elk diefstal te vermijden.

Het Ministerie verricht een correcte raming van zijn behoeften inzake goedkope duurzame kleine goederen en zijn leveringen. Het zorgt voor de materiële veiligheid van zijn stocks alsook voor het permanente beheer ervan, door inzonderheid de ingaande en uitgaande goederen te registreren, hun locatie alsook, in voorkomend geval, hun eindbestemming.

De goedkope duurzame kleine goederen die rechtstreeks ten laste worden gelegd van de resultatenrekening van de algemene comptabiliteit overeenkomstig de ESR-regels worden opgenomen in de materiële inventaris. De gebruikers zijn daar verantwoordelijk voor en verbinden zich ertoe op de eerste aanvraag van de verantwoordelijke overheid die terug te geven.

*HOOFDSTUK 3. — Interne budgettaire en boekhoudkundige audit*

**Art. 26.** Met toepassing van artikel 47 van het decreet van 20 december 2011, wordt de directie audit van het Ministerie belast met de budgettaire en boekhoudkundige audits van het Ministerie en de diensten zoals respectief bepaald in artikel 2, 4° en 5°.

**Art. 27.** Onverminderd andere opdrachten die aan het auditcomité werden toevertrouwd, neemt dat auditcomité in zijn auditbeleid van het Ministerie en van de diensten bedoeld bij artikel 26 auditactiviteiten op betreffende de uitvoering van de begroting en de boekhouding en de financiële verrichtingen in verband daarmee, rekening houdend

met de raming van de risico's bedoeld in artikel 3, § 1. Op diezelfde gebieden, kan de Minister van Begroting het auditcomité een specifieke vraag voorleggen waarvan hij het doel, de aard en het onderzoeksgebied vaststelt.

In het kader van de auditactiviteiten bedoeld bij het eerste lid, en onverminderd de toepasselijke wets- of verordeningsbepalingen, wordt het auditcomité ermee belast :

- 1° de interne auditopdrachten te programmeren en de uitvoering ervan door interne auditoren te coördineren;
- 2° zich te vergewissen van het opvolgen van de acties die werden beslist op het einde van de interne auditopdrachten bedoeld in 1°;
- 3° de gepastheid, doeltreffendheid en kwaliteit van de interne begrotings- en boekhoudkundige controle die binnen het Ministerie werd ingesteld, te evalueren, en aanbevelingen te doen;
- 4° de methoden en de instrumenten die door de interne auditoren zullen worden toegepast, goed te keuren, en te zorgen voor de verspreiding van de goede praktijken inzake interne budgettaire en boekhoudkundige audit en controle binnen het Ministerie.

**Art. 28.** De interne auditoren oefenen hun opdrachten uit in overeenstemming met de beroepsnormen voor de interne audit en het charter van interne audit van het Ministerie.

Krachtens het principe van de scheiding van de operationele functies en de controlefuncties, kunnen de ordonnateurs, thesauriers of ontvangers niet deelnemen aan de auditopdrachten in de diensten waarin ze hun ambt uitoefenen.

#### HOOFDSTUK 4. — *Administratieve en begrotingscontrole*

##### *Afdeling 1. — Inleidende bepalingen*

**Art. 29.** De administratieve en begrotingscontrole wordt uitgeoefend door de Regering, de Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken.

Ze heeft betrekking op de ontwerpen van beslissing van de Regering alsook op die van de diensten van algemeen bestuur van de Franse Gemeenschap.

De Regering, de Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken worden bijgestaan door de Inspecteurs van Financiën bedoeld in artikel 48, § 2, van het decreet van 20 december 2011.

Dit besluit is niet van toepassing op de beslissingen waarop het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen toepasselijk is.

##### *Afdeling 2. — Regering*

**Art. 30.** De Regering beslist de maatregelen die onontbeerlijk zijn voor het opmaken van de begroting.

De Minister van Begroting stelt de voorontwerpen van begrotingsdecreet en de regeringsamendementen op die ontwerpen op.

De Regering keurt elk ontwerp van decreet of van regeringsamendement betreffende de begroting van de Franse Gemeenschap goed.

De Regering beraadslaagt over elk ontwerp van decreet of organiek besluit van de Regering alsook over elke maatregel van verordeningsaard betreffende de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap behoren, waarvan de goedkeuring gevolgen zou kunnen hebben op ofwel de ontvangsten ofwel de uitgaven.

**Art. 31.** De Regering oefent controle uit op de uitvoering van de begroting. Daartoe informeert de Minister van Begroting de Regering regelmatig over de budgettaire toestand en de vooruitzichten betreffende de uitvoering van de begroting.

De Regering bepaalt haar stelling ten opzichte van de voorstellen van decreet en van de amendementen die op initiatief van het parlement worden ingediend en waarvan de goedkeuring gevolgen zou kunnen hebben op ofwel de ontvangsten ofwel de uitgaven.

**Art. 32.** In dringende gevallen worden de bevoegdheden van de Regering bedoeld in artikel 30, eerste lid, alsook in artikel 31, tweede lid, en betreffende de voorstellen van decreet en de amendementen die op initiatief van de Regering en van het Parlement worden ingediend, door de Minister van Begroting uitgeoefend.

##### *Afdeling 3. — Minister van Begroting*

**Art. 33.** § 1. Aan de voorafgaande toestemming van de Minister van Begroting worden onderworpen, de voorontwerpen van decreet, de ontwerpen van besluit, omzendbrief of beslissing :

- 1° waarvoor kredieten onvoldoende of onbestaande zijn;
- 2° die rechtsreeks of onrechtstreeks gevolgen voor de ontvangsten kunnen hebben of nieuwe uitgaven kunnen veroorzaken;
- 3° die in het geval bedoeld in artikel 23, § 1, van het decreet van 20 december 2011, een regulerende vastlegging aanvragen, wanneer het bedrag van de uitgave hoger is dan 31.000 euro, btw niet inbegrepen, voor de andere uitgaven dan de subsidies;
- 4° die organieke regels betreffende de toekenning van subsidies uitvaardigen of wijzigen;
- 5° die betrekking hebben op facultatieve subsidies van meer dan 25.000 euro die door een organiek decreet worden toegestaan of, bij ontstentenis daarvan, door een bijzondere bepaling die in de uitgavenbegroting voorkomt overeenkomstig artikel 8, § 4, 3° van het decreet van 20 december 2011, en waarvoor geen nominatieve inschrijving van de begunstigde in de tabel van de basisartikelen bedoeld in artikel 8, § 4, 6° van hetzelfde decreet wordt opgenomen;
- 6° die betrekking hebben op de toekenning van subsidies, niet bedoeld in 7°, wat het bedrag ervan ook is, toegestaan bij gebrek aan een organiek decreet dat er de voorwaarden en het bedrag van op een vaste en definitieve wijze vaststelt in de uitgavenbegroting overeenkomstig artikel 8, § 4, 3° van het decreet van 20 december 2011 en waarvoor geen nominatieve inschrijving van de begunstigde in de tabel van de basisartikelen bedoeld in artikel 8, § 4, 6° van hetzelfde decreet bestaat, alsook op de overheidsopdrachten voor diensten betreffende gewone uitgaven, zodra het gecumuleerde bedrag van de subsidies of de opdrachten in één zelfde jaar ten gunste van één zelfde begunstigde hoger is dan 250.000 euro, btw niet inbegrepen, in geval van opdracht;

7° die betrekking hebben op de principiële toestemming voorafgaand aan een vaste beslissing tot toekenning van een subsidie alsook op de toekenning van subsidies betreffende vermogensuitgaven, wat het bedrag ervan ook is, toegestaan bij gebrek aan een organiek decreet, dat er de voorwaarden en het bedrag van op een vaste en definitieve wijze vaststelt in de uitgavenbegroting overeenkomstig artikel 8, § 4, 3° van het decreet van 20 december 2011, en waarvoor geen nominatieve inschrijving van de begunstigde in de tabel van de basisartikelen bedoeld in artikel 8, § 4, 6° van hetzelfde decreet bestaat, zodra het gecumuleerde bedrag van de principiële toestemmingen of de subsidies in één zelfde jaar ten gunste van één zelfde begunstigde hoger is dan 750.000 euro;

8° die betrekking hebben op de uitgaven betreffende rechtstreekse investeringen waarvan het bedrag hoger is dan 750.000 euro btw niet inbegrepen;

9° die betrekking hebben op de toekenning van de waarborg van de Franse Gemeenschap.

In afwijking van het eerste lid, 2° en 5° tot 8°, worden de uitgaven betreffende de schoolgebouwen niet onderworpen aan de voorafgaande toestemming van de Minister van Begroting.

§ 2. De Minister van Begroting geeft zijn toestemming binnen een termijn van tien dagen.

Wanneer de toestemming van de Minister van Begroting echter vereist is voor de beraadslaging van de Regering, kan daarvan akte worden genomen, zonder verdere vorm, in de definitieve kennisgeving van de beslissing van de Regering.

**Art. 34.** De ontwerpen van beraadslaging van de Regering bedoeld in artikel 13 van het decreet van 20 december 2011 worden aan de Regering gezamenlijk door de Minister van Begroting en de functionele minister voorgelegd.

#### *Afdeling 4. — Minister van ambtenarenzaken*

**Art. 35.** Aan de voorafgaande toestemming van de Minister van Ambtenarenzaken worden onderworpen, de voorontwerpen van decreet en de ontwerpen van besluit die tot doel hebben :

1° de personeelsformaties vast te stellen of te wijzigen;

2° de bezoldigingsregeling van het personeel en de weddeschalen van de graden vast te stellen of te wijzigen;

3° de statutaire bepalingen van het personeel vast te stellen of te wijzigen.

#### *Afdeling 5. — Bepalingen die de afdelingen 3 en 4 gemeen zijn*

**Art. 36.** Wanneer de voorontwerpen en ontwerpen bedoeld in de artikelen 33 en 35 de toestemming van de Minister van Begroting of van de Minister van Ambtenarenzaken niet hebben gekregen, kunnen ze aan de Regering door de betrokken minister worden voorgelegd.

**Art. 37.** De Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken kunnen, elk afzonderlijk, voor bepaalde aangelegenheden, beslissen dat het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën de vrijstelling van hun voorafgaande toestemming verleent.

#### *Afdeling 6. — Inspecteurs van Financiën*

**Art. 38.** De inspecteurs van Financiën oefenen een ambt van budgettaire en financiële adviseur van de minister bij wie ze geaccrediteerd zijn.

**Art. 39.** De inspecteurs van Financiën delen de minister bij wie ze geaccrediteerd zijn alle suggesties mee die de doeltreffendheid en de efficiëntie van de vastgelegde middelen kunnen verhogen, de werking van de diensten van het departement kunnen verbeteren en besparingen mogelijk maken.

**Art. 40.** De inspecteurs van Financiën geven hun advies over alle vragen die hun worden voorgelegd door de minister bij wie ze geaccrediteerd zijn. Ze kunnen inzonderheid door hem worden belast met het instellen van onderzoeken bij openbare of privé-instellingen die door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd.

**Art. 41.** De inspecteurs van Financiën oefenen ook een controleopdracht uit in naam van de Ministers van Begroting en Ambtenarenzaken, en geven hun advies over alle vragen die hun door deze worden voorgelegd, met inbegrip, voor de Minister van Begroting, van de vragen in verband met de beleggingen en de leningen en uitleningen van de openbare administratieve instellingen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

**Art. 42.** Worden voor voorafgaand advies aan de inspecteur van Financiën voorgelegd :

1° de voorontwerpen van decreet, de ontwerpen van besluit van de Regering en van ministerieel besluit, omzendbrief of beslissing die worden voorgelegd aan :

de Regering, in het kader van de bevoegdheden bedoeld in afdeling 2;

de Minister van Begroting of Ambtenarenzaken;

2° de voorstellen waarvan de verwezenlijking rechtstreekse of onrechtstreekse gevolgen kan hebben op de uitgaven of op de ontvangsten van de Franse Gemeenschap, alsook deze die betrekking hebben op de administratieve organisatie van de diensten;

3° de voorstellen in verband met de toekenning van de waarborg van de Franse Gemeenschap;

4° de voorstellen die worden voorgedragen in het kader van het opmaken van begrotingen;

5° de met redenen omklede aanvragen om regulerende vastlegging in het geval bedoeld in artikel 23, § 1, van het decreet van 20 december 2011, samen met de stukken ter verantwoording van de vereffening van de uitgave.

**Art. 43.** In afwijking van de bepalingen van artikel 42, 2°, is het advies van de inspecteur van Financiën niet vereist voor :

1° de personeelsuitgaven, voor zover het gaat om de toepassing van het geldelijke statuut en het administratieve statuut;

2° opdrachten in België en in het buitenland;

3° overheidsopdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten, voor zover de uitgaven niet hoger zijn dan 31.000 euro btw niet inbegrepen;

4° subsidies :

die worden toegestaan overeenkomstig organieke regels die de voorwaarden voor de toekenning ervan, de begunstigde ervan en het bedrag ervan op een vaste en definitieve wijze vaststellen;

andere, waarvan het bedrag lager is dan 6.000 euro;

5° andere uitgaven die geregeld worden bij organieke regels die de voorwaarden voor de toekenning ervan, de begunstigde ervan en het bedrag ervan op een vaste en definitieve wijze vaststellen.

In onderlinge overeenstemming tussen de betrokken minister en de Minister van Begroting, kunnen de bedragen bedoeld bij het eerste lid worden aangepast.

De inspecteurs van Financiën behouden hun adviserende bevoegdheid betreffende de algemene aanwending van de kredieten betreffende de uitgaven bedoeld in het eerste lid.

**Art. 44.** Bij de uitoefening van hun ambt, kijken de inspecteurs van Financiën na of de voorstellen bedoeld bij artikel 42 de beslissingen van de Regering en de ministeriële beslissingen naleven.

**Art. 45.** Wanneer de betrokken minister zich niet kan schikken naar het ongunstig advies uitgebracht door een inspecteur van Financiën over één van de voorstellen bedoeld in artikel 42, 2° en 3°, maakt hij de zaak aanhangig bij de Regering, die zich over het voorstel moet uitspreken.

**Art. 46.** De Minister van Begroting stelt de inspecteurs van Financiën ter beschikking van zijn collega's.

In dringende gevallen kunnen deze de mededeling van het advies van de inspecteur van Financiën vragen binnen een termijn die ze bepalen.

**Art. 47.** De inspecteurs van Financiën oefenen hun opdracht op stukken en ter plaatse uit. Ze hebben toegang tot alle dossiers en alle archieven van het departement en krijgen van de diensten alle inlichtingen die ze vragen.

Onverminderd de bepalingen van het besluit betreffende de werking van de Regering, brengen de inspecteurs van Financiën hun advies uit binnen een termijn van tien werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst van het volledige dossier. De termijn kan worden gebracht op twintig werkdagen op aanvraag van de Inspectie van Financiën. Als het advies niet binnen die termijn uitgebracht is, kan de betrokken minister het dossier aan de Minister van Begroting voorleggen.

De inspecteurs van Financiën kunnen niet deelnemen aan de leiding of het beheer van de diensten van de minister bij wie ze geaccrediteerd zijn en geen bevel tot verhinderen of schorsen van verrichtingen geven.

In dringende gevallen kunnen de ministers de mededeling van het advies van de inspecteur van Financiën vragen binnen een door hen te bepalen termijn.

**Art. 48.** Wanneer een minister één van de voorstellen bedoeld bij dit besluit aan de Regering, de Minister van Begroting of aan de Minister van Ambtenarenzaken voorlegt, voegt hij er telkens het advies van de inspecteur van Financiën bij.

**Art. 49.** Elk besluit vermeldt in zijn aanhef, met vermelding van de datum, het advies van de inspecteur van Financiën en de toestemming van de Regering of de Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken.

Als artikel 37 wordt toegepast, vermeldt het de beslissing van de Minister van Begroting of van de Minister van Ambtenarenzaken.

**Art. 50.** De toepassing van de bepalingen van hoofdstuk 4 doet geen afbreuk aan de bepalingen die door de Regering bij besluit worden genomen om haar werking te regelen.

#### HOOFDSTUK 5. — *Geïntegreerde audit*

**Art. 51.** De Minister houdt een permanent dossier bij dat een algemene informatie inhoudt die wordt bijgewerkt en die nuttig is in het kader van audits. De verslagen betreffende een interne audit, een controle en een thematische audit van het Rekenhof worden erbij toegevoegd.

Het permanente dossier wordt ter beschikking gehouden van het auditcomité en de interne auditoren, de interne controleurs bedoeld in hoofdstuk 2, het Rekenhof en de Inspectie van Financiën. Deze kunnen, onverminderd de bepalingen van artikel 49 van het decreet van 20 december 2011, in voorkomend geval, steunen op de conclusies en de aanbevelingen van hen onderling, en zorgen ervoor dat ze overleg plegen bij hun controles.

#### HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

**Art. 52.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 december 1995 betreffende de administratieve en begrotingscontrole wordt opgeheven.

**Art. 53.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 54.** De Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 november 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting,  
A. ANTOINE